

Texte des signataires de l'appel de la montée au Mur du 3 juin 2023, lu par Caroline Viau

À l'appel des Amies et Amis de la Commune, nous sommes à nouveau réunis devant ce mur où, le dimanche 28 mai 1871, 144 Fédérés, héroïques défenseurs de la Commune de Paris, de la Commune des travailleuses et des travailleurs, furent fusillés devant la fosse commune que les Versaillais avaient creusée devant eux. Les jours qui suivirent furent tout aussi atroces, marqués par la barbarie des troupes versaillaises et l'héroïsme des Parisiennes et des Parisiens.

Organisations et associations d'origines diverses, ayant chacune leur histoire, nous sommes viscéralement attachés à la célébration de la résistance parisienne. C'est un symbole, un étendard que nous brandissons. C'est l'aspiration à la démocratie, à la justice sociale, aujourd'hui concentrée dans l'exigence d'abrogation de la réforme des retraites, face à un Pouvoir isolé et de plus en plus violent, pour qui la notion même de représentation du peuple n'existe plus.

Certains d'entre nous étaient le 15 mai à Versailles, où ils avaient tenté d'étouffer du bruit de leurs casseroles, face à un dispositif policier démesuré, l'indécent tintement des couverts d'argent des 200 grands patrons venus du monde entier dans ce château, symbole de la domination honnie et abattue de la monarchie.

Nous sommes devant ce Mur. La population de ce pays, qui refuse la destruction de ce qu'elle a chèrement conquis, est-elle « face à un mur » ? Les déclarations provocatrices du président-monarque pourraient le laisser croire. Mais la presse étrangère, comme tout observateur attentif et indépendant, aura noté la puissance des mobilisations, l'aversion salutaire dans la population et l'énergie, la merveilleuse énergie de la jeunesse, celle que le pouvoir a décidé de sacrifier : liquidation de l'enseignement professionnel, fermetures de classes et d'établissements, Parcours-Sup, et volonté de militarisation, dans le cadre d'une marche à la guerre dont les convives de Versailles se réjouissent, quelle que soit leur nationalité.

Ce Mur, c'est celui auquel nous nous adossons aujourd'hui, forts et riches de l'expérience de nos aînés, de nos ancêtres.

La liste des mesures démocratiques et sociales de la Commune est considérable. Si certaines d'entre elles, comme la séparation des églises et de l'État, l'école publique, furent mises en œuvre sous la Troisième République, les politiques réactionnaires de ces dernières années nous obligent à revenir vers ce programme incarné par la Association loi de 1901 reconnue Mouvement d'éducation populaire N° 75 JEP 08-21

Commune, qu'il s'agisse de la propriété de l'appareil de production et de la nature même de l'État : justice, armée, police, dépendantes d'un pouvoir exercé par le peuple et ses délégués.

La répression, les violences policières tous azimuts comme à Bure, à Sainte Soline ; le gazage des manifestations et des casseroles, en attendant les drones ; l'utilisation des nervis de l'extrême-droite, cette politique autoritaire et violente donne à notre exigence de démocratie un caractère encore plus urgent.

La politique séparatiste, xénophobe, criminalisant la population de tradition musulmane, la chasse aux réfugiés, venus ici se protéger des guerres et des pillages perpétrés en Afrique et au Moyen-Orient par nos gouvernements, nous obligent à nous tourner vers l'œuvre internationaliste de la Commune de Paris.

Née de la guerre décidée en 1870 par un Bonaparte haï, la Commune instaura la paix. La paix est la condition nécessaire à la justice sociale, tandis que la guerre entre nations permet la guerre sociale contre les travailleurs. Nous ne sommes pas seuls : à Rome, à Londres, à Athènes, à Berlin, à Madrid, dans des manifestations de plus en plus massives, la population se lève contre la guerre et pour la justice sociale. Tous les regards de ces peuples sont tournés vers la résistance des travailleurs français et de leurs organisations.

Gageons que les continuateurs de la Commune de Paris et de dix-sept villes de France sauront à nouveau mais durablement, en imposant leurs revendications contre l'économie de guerre, défendre et instaurer la paix dont les peuples, unis face à l'exploitation, ont le besoin le plus urgent.

Solidaires des autres peuples contre la guerre sociale que le capital nous livre, nous préparons activement les grèves et les manifestations du 6 juin pour le retrait de la contre-réforme des retraites.

Nous appelons à rejoindre toutes les mobilisations jusqu'à la victoire ! Et cela dès le 6 juin contre la réforme des retraites.

Le 3 juin 2023